

ASSOCIATION DE BIENFAISANCE DE SEVRES ANXAUMONT

Siège Social : 13 chemin de Moulins
86800 SEVRES ANXAUMONT

N° SIRET : 781 580 246 00010
Code APE : 8710B

CONSEIL
EXPERTISE
COMPTABLE
AUDIT
SOCIAL
FISCAL
GESTION
FORMATION

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

SOMMAIRE

Page n° :

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

1 à 4

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2023

- Bilan actif
- Bilan passif
- Compte de résultat
- Annexe

ASSOCIATION DE BIENFAISANCE DE SEVRES ANXAUMONT

Siège Social : 13 chemin de Moulins
86800 SEVRES ANXAUMONT

N° SIRET : 781 580 246 00010
Code APE : 8710B

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

Aux Membres de l'Assemblée Générale de l'ASSOCIATION DE BIENFAISANCE DE SEVRES ANXAUMONT,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DE BIENFAISANCE DE SEVRES ANXAUMONT relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

.../...

.../...

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de Commerce et par le Code de Déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous nous sommes plus particulièrement attachés à contrôler :

- la justification des provisions ;
- la validation des résultats par les financeurs et leur affectation ;
- l'application des dispositions comptables issues du règlement ANC n° 2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels et du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérant des établissements sociaux et médico-sociaux.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

.../...

.../...

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

.../...

.../...

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Poitiers, le 12 juin 2024

Pour la SARL DUO SOLUTIONS AUDIT,
Commissaire aux Comptes

Jean-Paul DERANLOT



ETATS FINANCIERS

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Bilan actif

ACTIF	Exercice 31/12/2023			Exercice 31/12/2022
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	-	-	-	
Frais de recherche et de développement	-	-	-	
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	
Concessions, brevets, licences, marques,	-	-	-	
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	
Avances et acomptes	-		-	
Immobilisations corporelles			-	
Terrains	244 629	-	244 629	220 462
Constructions	12 143 105	6 726 049	5 417 056	5 624 920
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 331 049	1 118 450	212 599	124 787
Autres immobilisations corporelles	1 573 029	1 307 889	265 140	189 011
Immobilisations corporelles en cours	85 995		85 995	92 056
Avances et acomptes			-	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés		-	-	
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	55 000	-	55 000	55 000
Autres titres immobilisés	7 500	-	7 500	7 500
Prêts		-	-	
Autres	2 184		2 184	2 184
Total I	15 442 490	9 152 388	6 290 102	6 315 919
ACTIF CIRCULANT			-	
Stocks et en-cours	-	-	-	
Avances et acomptes	-		-	
Créances			-	
Créances clients, usagers et comptes rattachés	175 314	-	175 314	146 926
Créances reçues par legs ou donations			-	
Autres	497 145	-	497 145	129 598
Valeurs mobilières de placement	1 002 780	-	1 002 780	162 429
Instruments de trésorerie	-		-	
Disponibilités	1 329 917		1 329 917	2 811 553
Charges constatées d'avance	5 995		5 995	2 141
Total II	Total II 3 011 151	-	3 011 151	3 252 648
Frais d'émission des emprunts (III)	-		-	
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-		-	
Ecarts de conversion Actif (V)	-		-	
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	18 453 641	9 152 388	9 301 253	9 568 566

Bilan passif

PASSIF		Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS			
<i>Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise</i>			
<i>Fonds propres statutaires</i>		9 533	9 533
<i>Fonds propres complémentaires</i>		500 367	500 367
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
<i>Fonds statutaires</i>		-	
<i>Fonds propres complémentaires</i>		-	
Ecarts de réévaluation		-	
Réserves			
Réserves statutaires ou contractuelles		1 831 399	1 793 131
Réserves pour projet de l'entité		717 329	717 329
- dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées		717 329	717 329
Autres			
Report à nouveau		367 376	401 340
	- dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	- 163 994	-132 675
Excédent ou déficit de l'exercice		- 242 823	4 305
	- dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	- 163 994	-36 189
Situation nette (sous total)		3 183 182	3 426 004
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement		296 645	300 424
Provisions réglementées		745 724	715 085
Total I		4 225 551	4 441 513
FONDS REPORTES ET DEDIES			
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>			
<i>Fonds dédiés</i>		1 945 702	2 051 549
Total II		1 945 702	2 051 549
PROVISIONS			
Provisions pour risques		15 933	59 299
Provisions pour charges		14 182	14 182
Total III		30 115	73 481
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		-	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 909 156	2 079 214
Emprunts et dettes financières diverses		-	
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés		172 999	154 246
Dettes des legs ou donations		-	
Dettes fiscales et sociales		584 189	580 443
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		-	
Autres dettes		315 509	46 291
Instruments de trésorerie		-	
Produits constatés d'avance		118 032	141 830
Total IV		3 099 885	3 002 023
Ecarts de conversion Passif (V)		-	
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)		9 301 253	9 568 566

ETATS FINANCIERS

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Compte de Résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	725	1 150
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	-	
dont ventes de dons en nature	-	
dont ventes de biens des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées		
Ventes de prestations de service	562 814	575 060
dont parrainages	-	
dont ventes de prestations de services des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées		4 004
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	7 095 603	6 709 948
dont concours publics et subventions d'exploitation des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	7 095 603	6 709 948
Subventions	724 500	
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	1 000	8 000
Mécénats	-	
Legs, donations et assurances-vie	-	
Contributions financières	-	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	118 093	96 473
Utilisations des fonds dédiés	732 386	483 697
Autres produits	793 755	761 397
Total I	10 028 876	8 635 724
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	-	
Variation de stock	-	
Achats de matières premières et autres approvisionnement	-	
Variation de stock	-	
Autres achats et charges externes	1 783 630	1 575 158
Aides financières	-	
Impôts, taxes et versements assimilés	450 269	404 608
Salaires et traitements	4 630 333	4 207 219
Charges sociales	1 855 861	1 617 696
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	532 152	552 938
Reports en fonds dédiés	621 124	244 530
Autres charges	383 655	10 564
Total II	10 257 023	8 612 713
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	- 228 148	23 011

ETATS FINANCIERS

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Compte de Résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 31/12/2023	Exercice 31/12/2022
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	-	
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	
Autres intérêts et produits assimilés	35 783	8 027
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change	-	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	
Total III	35 783	8 027
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	
Intérêts et charges assimilées	79 389	56 868
Différences négatives de change	-	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	
Total IV	79 389	56 868
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	- 43 606	-48 842
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	- 271 754	-25 831
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	2 268	15 337
Sur opérations en capital	43 866	33 916
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	
Total V	46 134	49 253
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	286	1 113
Sur opérations en capital	8 956	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		16 899
Total VI	9 242	18 012
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	36 892	31 240
Participation des salariés aux résultats (VII)	-	
Impôts sur les bénéfices (VIII)	7 961	1 106
Total des produits (I + III + V)	10 110 793	8 693 003
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	10 353 615	8 688 700
EXCEDENT OU DEFICIT	- 242 823	4 304
- dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées	-163 994	-36 189
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		X
Prestations en nature		X
Bénévolat		X
TOTAL	-	X

1 PRÉAMBULE

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2023, sont caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan 9 301 253.00 €
- Total du compte de résultat 10 110 793.00 € de produits
- Résultat de l'exercice *déficit de 242 822.70 €*

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

2 PRÉSENTATION DE L'ENTITE ET DE SES ACTIVITÉS

2.1 Présentation de l'entité

L'ABSA (Association de Bienfaisance de Sèvres-Anxaumont) a été fondée le 21 novembre 1960, sous le régime de la Loi 1901. Son siège social est à l'IME de Moulines – Renée Tétard à Sèvres-Anxaumont.

L'ABSA est reconnue d'intérêt général depuis 2014. Elle gère un IME (Institut médico-éducatif) avec une unité d'enseignement, un Sessad (Service d'éducation spéciale et de soins à domicile), un Ésat (Établissement et service d'accompagnement par le travail), un SAVS (Service d'accompagnement à la vie sociale) et un EANM (Établissement d'accueil non médicalisé).

Sa vocation est de venir en aide aux enfants, adolescents et adultes présentant des déficiences intellectuelles par tous les moyens appropriés, et selon les conditions d'autorisation des différentes structures qu'elle gère. Depuis 2012, elle accompagne également des publics avec TSA (Troubles du spectre autistique).

2.2 Faits significatifs

Le directeur de transition arrivé le 10 octobre 2022, suite au départ de la directrice générale, a poursuivi sa mission jusqu'en mai 2023. A cette date, un nouveau Directeur Général a été recruté en la personne de Monsieur Aliouche Vincent.

L'ABSA est porteur du projet ESMS numérique regroupant les associations du GASSI. A ce titre une subvention de 724 500 € a été octroyée pour l'ensemble des associations. Sur l'exercice 2023 nous avons perçu 50 % de cette subvention et les 50 % restant devant être versés à la fin du projet en 2025. Nous avons constaté en autres charges 382 770 € constituant les sommes à reverser aux autres associations intégrées au projet.

3 RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

3.1 Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'Autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- du règlement ANC n°2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels ;
- du règlement ANC n° 2019-04 relatif aux organismes gérants des établissements sociaux et médico-sociaux ; de la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22bis ;

3.2 Changements de méthodes comptables

NEANT

3.3 Dérogations aux principes comptables

NEANT

3.4 Evènements postérieurs à la clôture

NEANT

3.5 Principales méthodes utilisées

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.5.1 Agrégation des comptes annuels

L'entité gère des établissements dont la gestion est contrôlée ainsi que des activités propres dont la gestion est libre, listé ci-dessous :

- ABSA sous gestion libre
- IME de Moulins sous gestion contrôlée de l'ARS
- SESSAD de Moulins sous gestion contrôlée de l'ARS
- ESAT Jean Debelut sous gestion contrôlée de l'ARS
- Résidence Arlequin sous gestion contrôlée du Conseil Départemental
- SAVS et Placement Familiale sous gestion contrôlée du Conseil Départemental
- Atelier de Production de l'ESAT sous gestion libre

Ces établissements tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Les opérations internes à l'entité sont éliminées. Il s'agit des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de services gérés en commun, correspondant aux frais de siège et des prestations réciproques.

Les comptes de résultat des établissements ou services soumis aux autorités de tarification, ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Le résultat comptable de l'entité résulte de la compensation entre les déficits de certains établissements ou services avec les excédents d'autres établissements ou services.

Compte tenu des modalités de financement de certains établissements ou services ainsi que de leur indépendance budgétaire et administrative, les résultats de ces établissements ne sont pas économiquement compensables.

Le tableau de la note 4.2.4 détaille les résultats par établissement.

3.5.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires et après déduction des escomptes de règlement, ou à leur coût de production.

Les frais d'acquisition (droit de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés dans le coût d'acquisition.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production des constructions

Les amortissements sont calculés sur le coût d'acquisition ou de production, suivant le mode linéaire selon les durées suivantes :

Nature de l'immobilisation	Durée
Logiciel	2 à 5 ans
Construction	20 à 30 ans
Installations générales, agencements, aménagements	10 à 20 ans
Installations techniques, matériel et outillage	3 à 15 ans
Agencements et aménagements divers	5 à 10 ans
Matériel de transport	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle de l'actif est inférieure à la valeur nette comptable.

- **Coût d'emprunts**

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ont été portés en charges

- **Frais d'acquisition**

Les frais d'acquisition des immobilisations ont été activés

3.5.3 Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

3.5.4 Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

3.5.5 Provisions réglementées

Le règlement 2019-04 admet les provisions réglementées définies dans le Code de l'action sociale et des familles suivantes :

- Provisions réglementées pour couverture du besoin en fonds de roulement des ESSMS
- Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes de cession d'actifs des ESSMS
- Provisions réglementées pour produits financiers des ESSMS

Ces provisions ont pour objet d'apporter aux établissements des financements complémentaires qui ne sont pas liés à l'exploitation.

La provision pour renouvellement des immobilisations, prévue dans l'instruction M22, secteur SMS, n'est pas reconnue et le solde de cette provision, figurant dans les documents adressés aux autorités de tarification, est reclassée en fonds dédiés. Ce changement de classification est sans incidence sur la présentation du compte de résultat ou sur le montant du résultat de l'exercice.

3.5.6 Fonds dédiés

La provision réglementée pour renouvellement des immobilisations est reclassée en fonds dédiés. Ce changement de classification est sans incidence sur la présentation du compte de résultat ou sur le montant du résultat de l'exercice.

3.5.7 Indemnités de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière (IFC) ne sont pas comptabilisées et constituent un engagement hors bilan évalué à 453 988.00 €.

La provision/l'engagement pour IFC est évalué(e) selon les hypothèses suivantes :

- *Age de départ en retraite : 64 ans*
- *Rotation du personnel : 2 %*
- *Espérance de vie : Table INSEE 2016-2018*
- *Taux de progression des salaires : 1%*
- *Taux d'actualisation : 3.2 %*
- *Taux de charges sociales retenu : 45% pour les non-cadres et 50% pour les cadres.*

4 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

4.1 Actif

4.1.1 Tableau des immobilisations

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice Approuvée	Acquisitions	Cessions	virement poste à poste	Valeur brute fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais établissement					
Frais de recherche et de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL (I)					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains	220 462	24 167			244 629
Constructions	11 959 475	118 016		65 614	12 143 105
Installations techniques matériel et outillage	1 208 061,00	118 443	7 069	11 614	1 331 049
Autres immobilisations corporelles	1 580 891,00	152 859	160 721		1 573 029
Immobilisations corporelles en cours	92 056	71 167		-77 228	85 995
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
TOTAL (II)	15 060 945	484 652	167 790		15 377 808
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Participations et créances rattachées	55 000				55 000
Autres titres immobilisés	7 500				7 500
Prêts					
Autres	2 184				2 184
TOTAL (III)	64 684				64 684
TOTAL (I+II+III)	15 125 629	484 652	167 790		15 442 492

▪ **Détail des principaux mouvements sur les immobilisations :**

- Locaux Sessad et terrain : 120 833.40 €
- Matériels et outillages : 118 443.00 €
- Véhicules : 64 200.00 €
- Matériel de bureau et informatique : 88 659.42 €

4.1.2 Tableau des amortissements**Note n° 3 TABLEAU DES AMORTISSEMENTS**

AMORTISSEMENTS	Solde début exercice	Augmentation	Diminution	virement poste à poste	Solde fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais établissement					
Frais de recherche et de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL (I)					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions	6 334 555	391 493,70			6 726 048,70
Installations techniques matériel et outillage	1 083 274	42 244,55	7 069		1 118 450,00
Autres immobilisations corporelles	1 391 880	67 774,78	151 766		1 307 889
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
TOTAL (II)	8 809 709	501 513	158 834		9 152 388
TOTAL (I+II+III)	8 809 709	501 513	158 834		9 152 388
Dont dotations et reprises :					
- d'exploitation		501 513	158 834		
- financière					
- exceptionnelle					

4.1.3 Tableau des dépréciations

NATURE DES DEPRECIATIONS	Solde début exercice	Solde début exercice	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Solde en fin d'exercice
DEPRECIATIONS Sur immobilisations : - incorporelles <i>Dont Donations temporaires d'usufruit</i> - corporelles <i>Dont Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i> - financières Sur stocks et en cours Sur comptes clients Sur créances reçues par legs ou donations Autres dépréciations					
TOTAL					
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financière - exceptionnelle					

4.1.4 Tableau des filiales et participations

	Capital	Capitaux propres	Quote part Détenue	Valeurs comptables des titres	
				Brute	Nette
FILIALES (plus de 50%)					
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
STS - 86240 Fontaine le Comte	95 000,00	1 288 249,00	47,37	45 000,00	45 000,00
Plate forme départementale SESSAD	60 000,00		17,00	10 000,00	10 000,00

	Prêts et avances	Cautions	Chiffres d'affaire HT	Résultats du dernier exercice	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
FILIALES (plus de 50%)					
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
STS - 86240 Fontaine le Comte			2 515 687,00	475 453,00	

4.1.5 Etat des créances

CREANCES	MONTANT BRUT	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF	
		Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Prêts (1)			
Autres immobilisations financières			
Créances art. 58 ou art. 35 < Dotation Globale ou Prix de journée à recevoir			
Usagers et comptes rattachés	175 314,00	175 314,00	
Créances reçues par legs ou donations			
Autres créances	497 145,00	497 145,00	
Charges constatées d'avance	5 995,00	5 995,00	
TOTAL	678 454,00	678 454,00	
(1) Montant : - Prêts accordés en cours d'exercice - Remboursements obtenus en cours d'exercice			

4.1.6 Détail des produits à recevoir

Détail des produits	Montants
Divers	67 749,68
ESMS Numérique	362 250,00
TOTAL	429 999,68

4.1.7 Détail des charges constatées d'avance

Détail des charges	Montants
Exploitation	5 995,00
TOTAL	5 995,00

4.2 Passif

4.2.1 Variation des fonds propres

NATURE DES FONDS PROPRES	Solde d'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	Solde à la clôture
FONDS PROPRES					
Fonds propres/fonds associatifs sans droit de reprise					
Statutaires	9 533				9 533
Complémentaires	500 367				500 367
Fonds propres/fonds associatifs avec droit de reprise					
Statutaires					
Complémentaires					
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Réserves statutaires ou contractuelles	1 793 131	38 268			1 831 399
Réserves pour projet de l'entité	717 329				717 329
<i>Dont activités SMS sous gestion contrôlée</i>	717 329				717 329
Autres					
Report à nouveau	401 340	-33 964			367 376
<i>Dont activités SMS sous gestion contrôlée</i>	-132 675	-36 189			-168 864
Excédent ou déficit de l'exercice	4 303	-4 303		242 823	-242 823
<i>Dont activités SMS sous gestion contrôlée</i>					
Autres fonds propres/fonds associatifs					
Emissions titres associatifs					
Avances conditionnées					
Autres : à préciser					
Fonds associatifs avec droit de reprise					
Apports					
Legs et donations					
Résultats sous contrôle des tiers financeurs					
SITUATION NETTE (I)	3 426 004	0		242 823	3 183 182
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL (II)					
TOTAL (I+II)	3 426 004	0		242 823	3 183 182
Dont dotations et reprises :					
- d'exploitation					
- financière					
- exceptionnelle					

4.2.2 Report à nouveau

NATURE DU REPORT A NOUVEAU	Solde début exercice	Augmentation	Diminution	Solde fin exercice
Report à nouveau sans droit de reprise				
Report à nouveau gestion libre	534 016	19 215	16 989	536 242
Dépenses refusées				
Report à nouveau sous contrôle de tiers				
Report à nouveau	131 575	4 112	40 302	95 386
Charges rejetées				
Charges dont la prise en compte est différée	-264 250			-264 250
TOTAL	401 341	23 327	57 291	367 376

▪ Commentaires explicatifs :

4.2.3 Détermination du résultat effectif global

RESULTAT EFFECTIF GLOBAL	Exercice N	Exercice N-1
RESULTAT COMPTABLE	-242 822,70	4 303,81
Reprise du résultat antérieur		
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	-242 822,70	4 303,81
Dont résultat effectif sous gestion propre	-78 828,30	40 493,23
<i>inclus retraitement des comptes annuels</i>	-101 347,20	-16 989,07
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	-163 994,40	-36 189,42

4.2.4 Résultats administratifs des établissements

RESULTAT PAR ETABLISSEMENT	Résultat comptable N	Reprises excédents ou déficits antérieurs	Variation CP	Autres ajustements	Résultat administratif à affecter
IME de Moulins	-149 635,38				-149 635,38
SESSAD	124,45				124,45
ESAT Jean Debelut	109,46				109,46
Résidence Arlequin	-14 669,08			-1 616,29	-16 285,37
SAVS - PF	76,15				76,15
Total gestion contrôlée	-163 994,40	0,00	0,00	-1 616,29	-165 610,69

4.2.5 Tableau de suivi des fonds dédiés par projets

Variation des fonds dédiés issus de :	A l'ouverture de l'exercice		Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
	Approuvé	Reports	Montant global	Dont remboursements		Montant global	Projets sans dépense au cours des deux exercices
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS							
Subventions d'exploitation							
Défi qualité autisme	20 286		9 014			11 272	
Accompagnement trouble autistique	9 900					9 900	9 900
Formation SESSAD	13 481					13 481	13 481
Handicap Psychique ESAT	22 000					22 000	
Immersion Formation accompagnement TSA	5 939		1 980			3 959	
Qualité de vie au travail	75 000		3 295			71 705	
Masques ESAT	2 510		2 510			0	0
Petits matériels médical ESAT	4 107		4 107			0	
Fonds amorçage Sessad	151 711					151 711	151 711
Situation critiques IME	223 052		223 052			0	
Situation critiques IME	244 530		244 530			0	
Honoraires exceptionnels	139 425		139 425			0	
Situation critiques IME		335 705				335 705	
Subventions d'investissement							
Fonds dédiés Immo Internat	78 925		22 550			56 375	
Fonds dédiés Immo Espace Récré	8 750		1 750			7 000	
Fonds dédiés Immo Travaux Aile Sud	237 127		31 162			205 965	
Fonds dédiés Immo Salle Restauration	354 274		25 588			328 686	
Fonds dédiés Immo Chaufferie	71 695		6 396			65 299	
Fonds dédiés Immo Aile Est	60 319		7 735			52 584	
Fonds dédiés Immo PPI 2015	200 000					200 000	
Fonds dédiés Immo	128 518		8 519			119 999	
Fonds dédiés OETH Lave vaisselle résidence		5 415	774			4 641	
Fonds dédiés ESMS Numérique ABSA		78 504				78 504	
Fonds dédiés ESMS Numérique GASSI		206 915				206 915	
Total	2 051 549	626 539	732 386	0	0	1 945 702	175 092

La somme de 139 425 € du PPI 2015 a été réaffectée et reprise sur l'année pour faire face aux honoraires exceptionnels en accord avec l'Ars.

4.2.6 Tableau des provisions pour risques et charges

NATURE DES PROVISIONS	Solde début exercice	Dotation exercice	Reprise exercice	Solde en fin exercice
	Approuvé			
Provisions pour risques	59 299		43 366,00	15 933
Provisions pour charges sur legs ou donations				
Provisions pour pensions et obligations similaires	14 182			14 182
Provisions pour restructurations				
Provisions pour impôts				
Provisions pour charges à répartir				
Autres provisions pour charges				
TOTAL	73 481		43 366	30 115
Dont dotations et reprises:				
- d'exploitation			43 366,00	
- financière				
- exceptionnelle				
Ecart : dotations et reprise sur legs ou donations en compensation des produits				

4.2.7 Etat des dettes

DETTES	MONTANT BRUT	DEGRE D'EXIGIBILITE		
		1 an au plus	à plus d'un an moins 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 909 066,43	166 645,97	420 123,68	1 322 296,78
Emprunts et dettes financières divers (1)	89,53	89,53		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
Fournisseurs et comptes rattachés	172 999,00	172 999,00		
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	584 189,00	584 189,00		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	315 509,00	315 509,00		
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	118 032,00	118 032,00		
TOTAL	3 099 884,96	1 357 464,50	420 123,68	1 322 296,78
(1) Montants :				
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	169 969,04			

Détail des charges à payer

Détail des charges à payer	Montants
1) Fournisseurs factures non parvenues	
-	
-	
2) Personnel	175 349
3) Organismes sociaux	92 680
4) Taxes dues sur les rémunérations	
5) Dettes concernant les congés payés	
6) Autres charges à payer	
TOTAL	268 029,22

4.2.8 Détail des produits constatés d'avance

Détail des produits	Montants
Exploitation - Maif décennales chaufferie	101 718,46
Taxe apprentissage	16 313,82
TOTAL	118 032,28

4.3 *Détail des produits d'exploitation*

	Produits d'exploitation	TOTAL	IME	SESSAD	ESAT DGF	FOYER	SAVS	PF	Production
Ventes de biens et services		562 814	94 803		43 682				424 329
Produits des tiers financeurs subventions concours publics		7 095 603 724 500	4 719 130 724 500	647 229	846 684	733 918	111 965	36 677	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		118 093	92 823	442	1 299	22 111	110	-	1 492
Utilisation des fonds dédiés		732 386	724 996		6 617	773			
TOTAL		9 233 395	6 356 252	647 671	898 281	756 802	112 075	36 493	425 821

4.4 Détail des financements publics

Financements publics	Union Européenne	Etat	Conseil Départemental	ASP	Autres (préciser)	Total
Concours publics		6 213 043	882 560			7 095 603
						-
						-
Subventions d'exploitation	724 500					724 500
						-
						-
Subventions d'investissements						-
						-
TOTAL	724 500	6 213 043	882 560	-	-	7 820 103

4.5 Charges et produits exceptionnels

Détail des charges	Montants
Sur opération de gestion	285,50
sur opération en capital	8 956,10
Dotation amortissements et dépréciations	
TOTAL	9 241,60

Détail des produits	Montants
Sur opération de gestion	2 267,76
sur opération en capital	43 866,09
Dotation amortissements et dépréciations	
TOTAL	46 133,85

RESULTAT EXCEPTIONNEL	36 892,25
------------------------------	------------------

5 AUTRES INFORMATIONS

5.1 Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature n'étaient ni valorisées, ni comptabilisées jusqu'en en 2020. L'analyse des contributions volontaires et notamment du bénévolat a été revue en application du règlement 2018-06. Leur caractère non-significatif au regard de l'importance des ressources de l'entité a été confirmé, les seules contributions en nature étant le temps passé par les administrateurs pour la direction de l'entité.

5.2 Transactions effectuées avec des contreparties

- NEANT

5.3 Engagements hors bilan

5.3.1 Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
a) intérêts restant à courir sur emprunt auprès des établissements de crédit	785 106,02
part à moins d'un an	
part à plus d'un an et moins de 5 ans	
part à plus de cinq ans	
b) engagement de crédit bail (redevances restant à payer)	
- crédit bail mobilier	
- crédit bail immobilier	
c) cautions données	2 184,00
Engagements reçus	Montant
a) cautions reçues	
b) réservation de lits	

5.4 Effectif moyen

	ETP	
	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	15,35	
Non cadres	102,29	
TOTAL	117,64	-

5.5 Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes portés au compte de résultat de l'exercice ont été de 13 664.03 € (PCG art 833-14, L 820-3 du code de commerce), dont

- 13 664.03 € au titre de la mission légale de contrôle des comptes
- 0 € au titre des Services autres que la certification des comptes (SACC)

5.6 Information sur les rémunérations des dirigeants

➤ Rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles

Les rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés, visés à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif s'élèvent à 95 526.72 € brut.